



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

PERSPECTIVES

La parole aux experts sur la transition écologique et sociale

Trimestriel - numéro 3 - Juin 2022 | *sur la biodiversité et le capital naturel*

Vers une approche globale des risques liés à la nature

par David Craig et Elizabeth Mrema, Co-présidents de la Taskforce on Nature-related Financial Disclosures



Les institutions financières ont pris conscience que la destruction et la dégradation de la nature constituent des risques commerciaux importants. Il s'agit d'une première étape nécessaire. Il est dorénavant urgent de stopper ce mouvement destructeur et d'inverser la tendance, ce qui signifie que les acteurs du marché doivent rapidement passer à l'action. Ils doivent évaluer l'exposition de leur organisation aux risques liés à la nature et identifier les opportunités découlant de la transition vers des pratiques plus respectueuses. La tâche qui attend les institutions financières en la matière est une extension du travail qu'elles accomplissent

« LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES DOIVENT ÉVALUER L'EXPOSITION DE LEUR ORGANISATION AUX RISQUES LIÉS À LA NATURE. »

déjà pour gérer la crise climatique et la transition vers la neutralité carbone. Mettre en place une approche mondiale commune d'évaluation et de publication des risques liés à la nature est la mission de la Taskforce on Nature-related Financial Disclosures (TNFD). Cette dernière a été lancée en 2021* et a publié une première version de son cadre de gestion en mars 2022. Les acteurs du marché sont maintenant invités à examiner et à tester cette version bêta. Leurs commentaires permettront d'améliorer les futures versions et influenceront les recommandations finales du groupe de travail, qui seront publiées fin 2023. Le tout dans le respect de la rigueur scientifique afin que la TNFD puisse atteindre son objectif ultime : orienter les flux financiers pour qu'ils aient un impact positif pour la nature.

* NDLR : BNP Paribas était co-président du groupe mis en place en 2020 pour préparer la TNFD

POUR LA BIODIVERSITÉ COMME POUR LE CLIMAT : PAS DE TEMPS À PERDRE

Le consensus scientifique sur la rapide dégradation de la biodiversité est sans appel : environ un million d'espèces animales et végétales sont menacées de disparition à cause des activités humaines. En outre, climat et biodiversité sont intimement liés. On ne peut pas préserver la biodiversité sans lutter contre le changement climatique et limiter le réchauffement climatique est impossible sans protéger la biodiversité. Le sujet est complexe, la biodiversité repose sur une multitude de phénomènes. Il n'existe pas d'indicateur unique pour en mesurer tous les enjeux. Sa préservation requiert des actions diverses, adaptées aux différents écosystèmes et géographies. Mais il manque un objectif global de long terme, comme celui de l'accord de Paris pour le climat, et les négociations pour préparer la COP15 font craindre un résultat qui ne serait pas à la hauteur des enjeux. Cette complexité ne doit cependant pas retarder l'action. Les principales pressions humaines sur la biodiversité sont connues. Tous les acteurs doivent dès maintenant travailler à réduire ces pressions afin de préserver et restaurer notre biodiversité.

Sebastien Soleille, Responsable Transition énergétique et environnement chez BNP Paribas



Les points chauds de la biodiversité

1 Que représente cette carte ?

Les zones orange symbolisent les points chauds de la biodiversité, c'est-à-dire des régions comptant au moins 1 500 espèces endémiques et ayant connu une perte d'au moins 70% de l'habitat d'origine.

2 Pourquoi est-ce important ?

Les points chauds de la biodiversité couvrent 2,5% de la surface terrestre. Mais ils abritent plus de la moitié des espèces végétales endémiques et 43% des espèces d'oiseaux, de mammifères, de reptiles et d'amphibiens endémiques.

3 Certains points chauds sont-ils plus critiques ?

Les Andes tropicales constituent le point chaud le plus riche. Elles représentent 1% de la surface émergée, mais 16% des espèces de plantes terrestres.



Source : www.cepf.net

SCANNEZ OU CLIQUEZ SUR CE QR CODE POUR DÉCOUVRIR LA CARTE DES 35 POINTS CHAUDS DE LA BIODIVERSITÉ RECENSÉS DANS LE MONDE



Enjeux et limites

Les services écosystémiques sont vitaux pour les entreprises et les investisseurs

L'agriculture et l'économie en général sont très dépendantes des services que nous rend la nature. Mesurer l'impact de nos activités sur la biodiversité est indispensable pour la préserver.

Perte de biodiversité, un risque systémique

par Sylvie Goulard,
Sous-gouverneure de la
Banque de France



Le **Network for Greening the Financial System** est un réseau mondial de plus d'une centaine de banques centrales et superviseurs coopérant pour le climat et l'environnement.

Dès 2018, il a établi que les risques climatiques menacent la stabilité financière et a lancé des travaux conjoints (scénarios, bonnes pratiques...). Depuis 2021, il étudie les risques liés à la biodiversité et à la nature, avec l'appui de membres issus de pays émergents (Brésil, Malaisie...) et développés (Pays-Bas, France...).

Selon [une de ses récentes études](#), ces risques ont un caractère potentiellement systémique pour le système financier, même s'ils demeurent délicats à chiffrer. On pense évidemment au secteur de

l'agriculture, dépendant des insectes pollinisateurs et bien d'autres services écosystémiques, mais les répercussions d'une perte de biodiversité sont bien plus vastes. La communauté scientifique estime par exemple que cela pourrait entraîner une augmentation des pandémies. Il apparaît donc important d'intégrer ces risques dans l'analyse et la régulation financières.

La loi française oblige déjà les acteurs de marché à publier leurs dépendances et impacts, même si les outils doivent encore être perfectionnés. Au niveau mondial, des travaux ont démarré pour établir un cadre de publication et de gestion des risques liés à la nature : la TNFD. Beaucoup reste à faire pour sensibiliser et développer les méthodes d'analyse permettant de mobiliser des financements vers une économie plus respectueuse de la nature. Pour les entreprises, cela supposera notamment de publier des données plus précises quant à leur dépendance aux services fournis par la nature.

L'empreinte biodiversité doit devenir incontournable

par Robert-Alexandre Poujade,
ESG Analyst, Biodiversity
Lead chez BNP Paribas Asset
Management



L'empreinte des entreprises sur la biodiversité doit être quantifiée tout au long de la chaîne de valeur, en utilisant les données relatives aux actifs de production si elles sont disponibles.

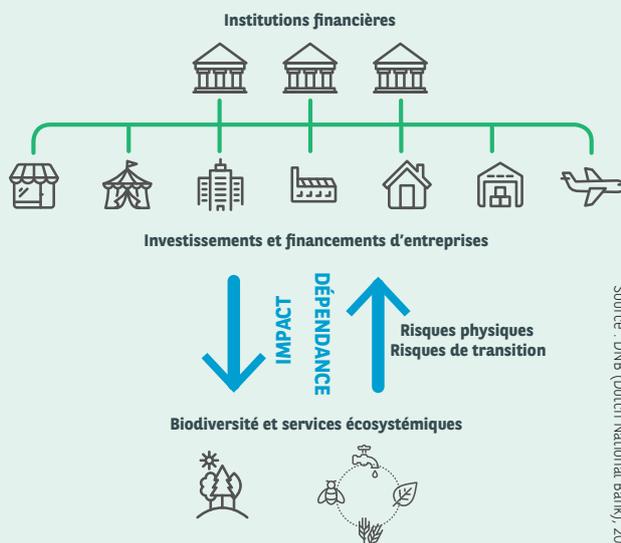
Il est possible d'établir un lien entre les pressions exercées sur l'environnement par une entreprise (changement climatique, pollution de l'eau et de l'air, utilisation des sols) et la perte de biodiversité. Exprimée en km² MSA (*Mean Species Abundance*, abondance moyenne des espèces), l'empreinte biodiversité d'une entreprise est appelée à devenir aussi communément utilisée que les émissions de CO₂ afin d'évaluer l'impact sur le changement climatique.

Nous avons établi un partenariat avec Iceberg Data Lab en 2020 afin de recevoir des données liées à l'impact sur la biodiversité de milliers d'entreprises. En 2022, nous allons utiliser ces données afin de publier l'empreinte biodiversité de BNP Paribas Asset Management, une première étape avant de les intégrer progressivement dans notre système de notation ESG et dans le développement de notre offre thématique.

La disponibilité des données est un des principaux défis pour les prochaines années, nous devons ainsi pousser les entreprises à mieux communiquer sur leurs dépendances et leur impact sur la biodiversité. Il faut aussi composer avec la difficulté d'établir un lien direct entre des impacts spécifiques sur un écosystème et certaines activités d'une entreprise. En outre, certaines dimensions (biodiversité marine) n'ont pas encore été prises en compte et certaines pressions environnementales (espèces envahissantes) doivent également être modélisées.

Biodiversité et stabilité financière

Les écosystèmes nous rendent de multiples services qui constituent autant de risques quand la biodiversité se détériore. Aux Pays-Bas, la DNB (Dutch National Bank) a évalué que l'exposition des banques néerlandaises à des entreprises dépendantes des services écosystémiques atteignait 510 milliards d'euros, soit 36% des montants des portefeuilles examinés.



Source : DNB (Dutch National Bank), 2020

Mesurer l'impact et responsabiliser l'ensemble des acteurs

Dans le sillage des réglementations liées au changement climatique, les banques, entreprises et investisseurs vont devoir dévoiler leur impact sur la biodiversité.

L'UE planche sur une liste d'activités bénéfiques pour la protection des écosystèmes

par **Patrick Bader**, membre de la plateforme européenne sur la finance durable, Coordinateur pour la taxonomie européenne chez BNP Paribas



La taxonomie est un élément essentiel de la stratégie européenne de transition afin de réaliser les objectifs de l'UE : atteindre la neutralité carbone, rendre l'économie circulaire et restaurer tous les écosystèmes d'ici 2050. L'UE a ainsi adopté une liste d'activités ayant un impact positif en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Désormais, elle planche sur les quatre autres objectifs définis dans la taxonomie (voir infographie). Même si un calendrier précis n'a pas encore été annoncé, en particulier dans le contexte géopolitique chahuté des derniers mois, les principes sont globalement connus. En matière de biodiversité, les instances européennes planchent sur une liste d'activités bénéfiques pour la protection des écosystèmes, sur la base des travaux des experts techniques de la de la Plateforme européenne sur la finance durable. Ils ont dévoilé fin mars une première série d'activités et les critères techniques d'analyse. Les grandes entreprises et les institutions financières devront à terme révéler la part de leurs revenus et investissements dans des activités positives pour la biodiversité. Dans un deuxième temps, ces acteurs devront déterminer la part de ces activités alignée avec les objectifs. La priorité actuelle de la Commission européenne est de s'assurer que la taxonomie actuelle soit pleinement opérationnelle, avant de proposer des extensions au cours des prochaines années.

L'importance des reportings obligatoires pour protéger la biodiversité

par **Marielle Desnier**, Responsable de la gestion actions et de l'ISR des valeurs mobilières chez BNP Paribas Cardif



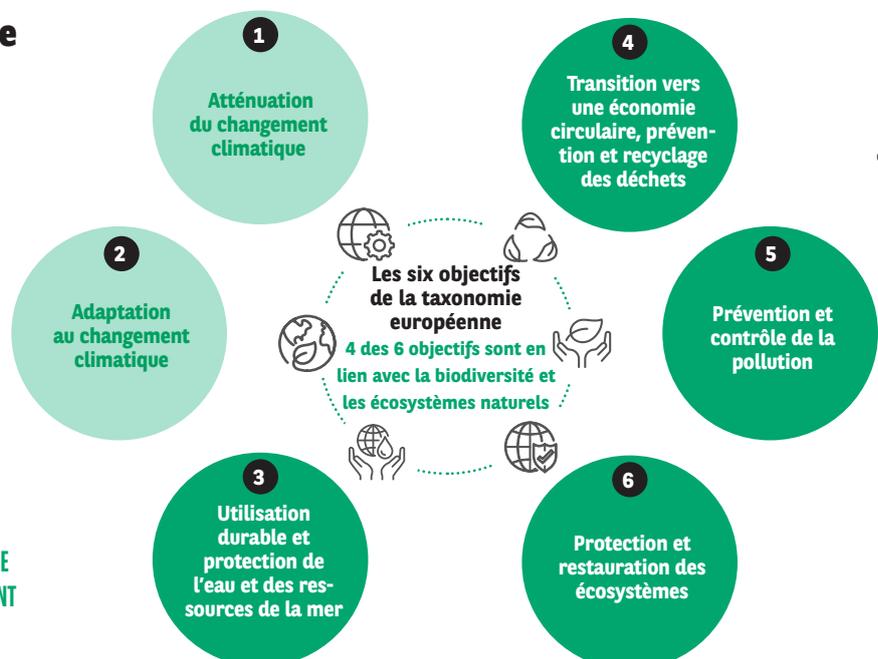
La France a adopté l'année dernière un nouveau décret d'application visant à clarifier et renforcer la transparence extrafinancière. Concrètement, l'article 29 de la loi Énergie Climat votée en 2019 impose pour la première fois en 2022 aux banques, sociétés de gestion et assureurs de nouvelles obligations de reporting dans trois domaines : le climat, la biodiversité et la gestion des risques ESG. Ils doivent notamment évaluer leur alignement avec la [Convention sur la diversité biologique](#) et analyser leur empreinte biodiversité, soit la contribution de leurs portefeuilles à la réduction des pressions et impacts sur la nature. C'est dans ce cadre que dès cette année BNP Paribas Cardif va réaliser une première évaluation de l'impact de ses investissements sur la biodiversité. Cette législation française s'inscrit dans un cadre global de renforcement de la transparence extrafinancière pour toutes les parties prenantes (clients, entreprises ...). Au niveau européen, les nouvelles réglementations (SFDR et taxonomie) imposeront aux entreprises de publier des données en matière de biodiversité. Au niveau international, la TNFD planche sur un cadre de reporting global. En imposant à chaque acteur de mesurer sa dépendance à la nature et son impact sur la biodiversité, les autorités visent à ce que chaque acteur prenne conscience de l'urgence de la situation et de l'importance d'agir.

La taxonomie européenne intègre la biodiversité

Suivant le principe DNSH (Do Not Significant Harm), l'impact global sur la planète doit être pris en considération dans le cadre de la taxonomie européenne. Cela permet de garantir que les entreprises au-delà des efforts qu'elles accomplissent sur leurs émissions de gaz à effet de serre, respectent une norme de base minimale pour les autres aspects davantage liés à la biodiversité.



SCANNEZ OU CLIQUEZ SUR CE QR CODE
POUR DÉCOUVRIR LE FONCTIONNEMENT
DE LA TAXONOMIE EN 6 QUESTIONS



Les acteurs de la transition

Lutter contre les pertes de biodiversité engage tous les secteurs

Même si l'agriculture est en première ligne, tous les secteurs sont exposés directement ou via leurs chaînes d'approvisionnement aux risques pesant sur les écosystèmes.

Réduire l'impact de la production alimentaire

par **Elisabeth Hipeau**, Responsable Biodiversité et Capital naturel & Accélérateur de la transition agro-écologique chez BNP Paribas



Le monde économique a pris conscience de l'importance des actions conjointes regroupant l'ensemble des acteurs de la chaîne agro-alimentaire afin d'accélérer la transition.

Il semble aujourd'hui urgent d'inverser la perte de biodiversité, tout en assurant la sécurité alimentaire et un niveau de vie acceptable pour les producteurs. L'agriculture régénérative est un enjeu majeur dans cette logique, mais le coût de cette transition est élevé, et le consommateur final n'est pas forcément prêt à payer beaucoup plus cher. Les certifications et les guides de bonnes pratiques ont montré leurs limites, et il faut aujourd'hui aller plus loin et prendre des engagements forts afin de stopper la destruction de la biodiversité. Dans cette optique, le Pacte vert européen est crucial. Même si sa mise en œuvre prendra du temps, il intègre des mesures visant à transformer 30% des terres et des mers en zones protégées. Nous pouvons également citer l'initiative *Farm to Fork* de la Commission européenne, qui vise à réduire l'empreinte environnementale et climatique de son système alimentaire d'ici 2030. Les défis seront donc majeurs au cours de ces prochaines années, avec des investissements estimés entre 7 et 7,6 milliards de dollars par an selon [Climate Bonds Initiative](#). Il existe enfin diverses initiatives dans lesquelles le monde économique est impliqué, comme [Finance for Tomorrow](#) qui vise à mobiliser le secteur financier pour orienter les capitaux vers une économie durable et inclusive, [Entreprises pour l'Environnement \(EpE\)](#) qui cherche à intégrer les enjeux environnementaux dans les décisions prises par une soixantaine de grandes sociétés françaises, ou encore [One Planet Business for Biodiversity \(OP2B\)](#) qui adopte une approche internationale et intersectorielle focalisée sur le secteur agricole.

2022, année charnière pour les forêts et l'agriculture

par **Katerina Trostmann**, Head of ESG and Sustainability chez BNP Paribas Brésil



Plus grande forêt tropicale du monde, l'Amazonie est un maillon essentiel des cycles du carbone et de l'eau.

Le biome de l'Amazonie est plus grand que les États-Unis et abrite plus de 22 millions de personnes qui ont toutes droit à un développement plus durable.

Mais la déforestation, principalement causée par une utilisation illégale de terres, plonge la forêt vers un point de non-retour. En 2021, la déforestation en Amazonie brésilienne a augmenté de 22%. À ce rythme, la forêt pourrait perdre sa capacité à se remettre de la sécheresse et des incendies, et commencer à se transformer en savane. Cela crée des risques pour le secteur agro-alimentaire au Brésil, qui a historiquement contribué à la déforestation et dépend des services écosystémiques de l'Amazonie (cycle de l'eau...).

Alors que les pays se sont engagés à atteindre la neutralité carbone, 2022 est une année charnière pour les forêts.

BNP Paribas a récemment adapté sa politique sectorielle pour l'agriculture afin de contribuer à la lutte contre la déforestation dans le Cerrado amazonien. Basée sur l'initiative Accountability Framework (cadre de responsabilisation), elle exige des clients qu'ils mettent en œuvre une série de bonnes pratiques pour lutter contre la déforestation. Au Brésil, les institutions financières renforcent leur politique visant à mettre fin à la déforestation. Ce qui permet de promouvoir des pratiques agricoles durables et de limiter le financement des acteurs qui ne sont pas en mesure de lutter contre la déforestation dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Pour les entreprises produisant et commercialisant du bœuf et du soja, les mesures clés sont l'évaluation des risques, la cartographie de tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, la traçabilité des produits jusqu'à leur origine, l'utilisation d'images satellites, ainsi que l'engagement et le soutien des agriculteurs dans leur transition.

Le bois, un service écosystémique essentiel

Les forêts ont un double rôle écosystémique, capturer le CO₂ présent dans l'air et offrir de précieuses matières premières. Le bois est notamment indispensable pour nous loger (parquet, charpente, cloisons, mobilier...). Aux États-Unis, où la plupart des maisons sont à ossature bois, l'envolée du prix du bois de construction avait ainsi renchéri le coût d'une maison de près de 35.000 dollars l'année dernière.



Source : Nasdaq

Les acteurs de la transition

Le secteur chimique au centre des préoccupations

par Frank Guardabassi,
Senior Industry Consultant
chez BNP Paribas - RISK EIS



La fabrication de produits chimiques a un impact direct sur la biodiversité.

Outre les émissions de gaz à effet de serre et l'utilisation intensive des ressources d'eau, le secteur chimique représente aussi une importante menace via les résidus des produits chimiques. Une fois utilisés et rejetés, ils peuvent affecter durablement la biodiversité en ayant des effets nocifs sur les êtres vivants et leur environnement.

La réglementation européenne REACH (introduite en 2007) a marqué une importante avancée et l'utilisation de nombreuses substances a été limitée, voire bannie. Cette évolution a toutefois été plus lente et difficile pour des substances pour lesquelles il n'existe pas d'alternative économique

viable (glyphosate ou certains produits neuro-actifs).

Pour les microplastiques, le problème est encore plus complexe, car nous commençons seulement à identifier leur impact à long terme. La lutte contre ce phénomène ne peut pas se résumer à des initiatives de la part des industriels visant

à utiliser d'autres matériaux ou recycler davantage. Elle passe également par des changements de nos habitudes de consommation, notamment grâce à l'introduction d'innovations techniques de la part des chercheurs et des industriels.

De nombreuses initiatives ont été prises par les entreprises chimiques pour limiter

« LA LUTTE CONTRE LES MICROPLASTIQUES PASSE PAR DES CHANGEMENTS DE NOS HABITUDES DE CONSOMMATION, NOTAMMENT GRÂCE À L'INTRODUCTION D'INNOVATIONS TECHNIQUES DE LA PART DES CHERCHEURS ET DES INDUSTRIELS. »

leur impact, comme l'*Alliance to End Plastic Waste* qui a pour vocation d'aider à éliminer les déchets plastiques dans l'environnement. Les groupes chimiques se tournent aussi de plus en plus vers la chimie dite durable, qui fait appel à des matériaux moins polluants et permettant d'éviter la création de produits

dérivés problématiques. Les entreprises sont également encouragées par le Pacte vert mis en place au sein de l'Union européenne. Ce dernier prévoit une stratégie ambitieuse de transition vers un environnement exempt de substances toxiques, avec de nouvelles modifications réglementaires prévues pour les prochaines années.

Une prise en compte croissante dans le secteur du transport maritime

par Pauline Blandin, Chargée
d'investissements Impact chez
BNP Paribas Principal Investments



Bien qu'il reste l'un des moyens les plus efficaces en termes de CO2 par tonne de marchandises importées, le secteur du transport maritime a des répercussions sur la biodiversité.

Le transport maritime représente une part non-négligeable (2,5%) des émissions de gaz à effet de serre (GES) au niveau mondial.

Les mers sont polluées par les rejets d'eaux usées et les fuites de navires ; les écosystèmes marins sont perturbés par le transit sur les grandes voies maritimes ainsi que par la construction et l'exploitation des infrastructures portuaires.

De nombreuses initiatives (du secteur maritime lui-même ainsi que du secteur financier)

se développent pour accélérer l'adoption de pratiques responsables et minimiser l'impact sur l'environnement et la biodiversité. Les réglementations doivent jouer un rôle majeur pour forcer cette transition. Elles ont déjà pu par exemple débloquer des investissements vers des carburants à basse teneur en soufre et des solutions d'énergies alternatives à moindre empreinte carbone.

Le secteur financier assume sa responsabilité et impose des contraintes environnementales toujours plus strictes à ses clients tout en soutenant le développement de solutions pour un secteur maritime plus responsable. Les banques évoluent vers une intégration toujours plus poussée des critères

« LES BANQUES ÉVOLUENT VERS UNE INTÉGRATION TOUJOURS PLUS POUSSÉE DES CRITÈRES ESG DANS LEURS PROCÉDURES DE CRÉDIT. »

ESG dans leurs procédures de crédit et peuvent soutenir les entreprises les plus vertueuses et les projets contribuant à la protection de l'environnement via des crédits à taux privilégiés.

À l'heure actuelle, la marche est enclenchée pour réduire les émissions de GES et devra mener le secteur à investir toujours plus dans des alternatives bas carbone : hydrogène vert, méthanol, biocarburants, électricité, voiles rigides, électrification des ports, production d'énergies renouvelables à proximité... La protection de la biodiversité reste la prochaine étape à franchir, à commencer par le déploiement de solutions de mesure d'impacts des activités maritimes et portuaires.

Solutions de demain

S'inspirer de la nature pour restaurer la biodiversité

Qu'il s'agisse de suivre l'évolution de la pollution ou de développer des écosystèmes de production, la nature est source de solutions innovantes.

L'innovation agricole au service de la biodiversité

par **Marcin Adamczyk**,
Portal Development Specialist
and Sustainability Officer
chez BNP Paribas Bank Polska



La prise en compte de la biodiversité par le monde agricole implique de nouveaux modèles de production, l'optimisation des ressources, l'identification des zones de restauration, etc.

L'innovation contribue déjà à optimiser l'utilisation des ressources et des sols. Elle a donné aux producteurs primaires de précieux outils pour mieux réagir aux changements dynamiques. Par exemple pour la programmation des semis et la rotation des cultures, la récolte ou la planification des cultures à venir. Le calculateur d'azote est un autre exemple d'outil innovant. L'azote est très important pour la croissance des plantes, mais un apport excessif peut polluer les eaux de surface et souterraines, voire la mer. Un calculateur d'azote permet d'évaluer le dosage optimal d'engrais azotés - y compris les engrais organiques et naturels - pour des cultures spécifiques et minimise ainsi la pollution. Une autre innovation remarquable est BeeOmonitoring qui permet de mesurer la biodiversité et la pollution grâce à l'analyse du pollen récolté par les abeilles. Ses données aident les producteurs primaires à mieux planifier la rotation des cultures ou à mettre en jachère certaines terres afin de restaurer les habitats naturels. Enfin, la séquestration du carbone dans les sols agricoles est un nouveau procédé prometteur permettant de restaurer les sols et de les maintenir en bonne santé tout en absorbant du CO₂ atmosphérique. Le sol a en effet un grand potentiel d'accumulation de CO₂, encore plus que les forêts. La culture du carbone représente ainsi un système de production innovant en mesure de soutenir notre transition vers un monde durable. Ce ne sont ici que quelques innovations récentes mais elles démontrent le potentiel d'une agriculture bénéfique pour la biodiversité.

Hydrogène, algues et eau salée : des solutions naissantes pour protéger l'océan

par **José Gamito-Pires**,
Senior Project Manager chez
BNP Paribas Sustainable
Finance Markets



Les technologies liées à la protection des océans n'en sont qu'à leur début mais leur utilisation s'accélère.

Bien que l'éolien offshore flottant entre seulement dans sa phase commerciale, son potentiel est énorme. La combinaison avec la génération d'hydrogène et l'aquaculture d'algues contribuera à la protection des océans, tout en offrant un gain financier et réputationnel. Les coûts de l'éolien flottant devraient baisser plus rapidement que l'éolien posé sur les fonds marins. D'autant plus s'il est combiné à des solutions telles que l'hydrogène vert. L'hydrogène devrait d'ailleurs devenir un chaînon important des systèmes d'énergie verte, pouvant être utilisé dans les

véhicules, les navires, les avions, les appareils domestiques ou les centrales électriques. L'utilisation de l'eau salée et de l'électricité éolienne propre pourrait permettre d'en développer la production. En outre, les algues pourraient aussi transformer des industries entières (alimentation, emballage, carburant) et avoir un impact positif sur les océans. L'utilisation d'algues pour fabriquer des emballages alimentaires biodégradables, par exemple, permettrait de réduire l'utilisation de combustibles fossiles et la pollution plastique qui en découle. La prochaine [conférence de l'ONU sur les océans](#) (27 juin 2022) traitera notamment de cet enjeu. Les investisseurs vont être dans l'obligation d'intégrer ces innovations et les considérations ESG au sens large en raison de la réglementation accrue et de la demande croissantes des citoyens-consommateurs. Une vision intégrée des utilisations possibles des océans et de leur conservation permettra d'optimiser l'occupation de l'espace maritime et de réduire les coûts.

Concentrer les efforts pour protéger les récifs coralliens

par **Sylvain Taboni**,
Responsable Impact Investing
chez BNP Paribas



Le Global Funds for Coral Reefs (GFCR) est un fonds de financement mixte sous la tutelle des Nations unies.

Cette structure innovante alloue des subventions et des investissements en vue de protéger et de restaurer les récifs coralliens menacés par les activités humaines. Alors qu'ils abritent 25% de la vie marine, génèrent d'importants bénéfices (tourisme, pêche) et empêchent de nombreux dégâts liés aux tempêtes, ils sont particulièrement menacés par le réchauffement climatique. Les études prévoient une quasi-disparition des récifs coralliens si la hausse des

températures globales dépasse 2 degrés d'ici le milieu du siècle. Avec le soutien des acteurs bancaires impliqués dans cette initiative, le GFCR oriente les investissements privés vers des pratiques économiques participant à leur sauvegarde comme les aires marines protégées, la pêche durable ou la gestion des déchets. Il s'appuie pour ce faire sur un mécanisme de limitations des risques utilisant (notamment) des fonds propres d'origine publique ou philanthropique. À l'heure actuelle, le GFCR reste une expérience relativement unique en son genre par son approche globale ainsi que par la diversité et la qualité des acteurs qu'il rassemble : [PNUD](#) (Programme des Nations unies pour le développement), [PNUE](#) (Programme des Nations unies pour l'environnement), Fondation Prince Albert II de Monaco, Paul Allen Foundation, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni...

Comment nos clients intègrent la biodiversité dans leur stratégie et financements

Des financements innovants permettent aux entreprises de promouvoir de meilleures pratiques dans leurs chaînes d'approvisionnement.

Thai Union s'associe à Sustainable Fisheries Partnership

Thaïlande

Thai Union Group –un des principaux producteurs mondiaux de produits de la mer– s'est associé à Sustainable Fisheries Partnership (SFP) afin de renforcer la transparence de ses chaînes d'approvisionnement et de mieux appréhender son impact sur la biodiversité.

L'accord vise à protéger les écosystèmes marins et aquatiques tout en assurant la sécurité de l'approvisionnement en produits de la mer grâce à la mise en place de pratiques responsables. Il prévoit des audits continus des chaînes d'approvisionnement de Thai Union qui continuera de s'engager dans le cadre des tables rondes du SFP déterminantes pour les activités de l'entreprise. Le partenariat avec SFP permettra aussi à Thai Union de poursuivre et de renforcer sa participation à l'initiative Ocean Disclosure Project (ODP), prévoyant la publication d'informations sur les chaînes d'approvisionnement et la durabilité sur la plateforme d'ODP. Un autre élément clé de ce nouveau partenariat

« L'ACCORD VISE À PROTÉGER LES ÉCOSYSTÈMES MARINS ET AQUATIQUES TOUT EN ASSURANT LA SÉCURITÉ DE L'APPROVISIONNEMENT EN PRODUITS DE LA MER GRÂCE À LA MISE EN PLACE DE PRATIQUES RESPONSABLES. »

est la possibilité pour Thai Union d'utiliser les systèmes de mesures de produits de la mer de SFP. Cela permettra à l'entreprise de continuer à améliorer le suivi, la transparence et la traçabilité de ses chaînes d'approvisionnement, d'évaluer et de contrôler ses chaînes d'approvisionnement mondiales de produits sauvages et d'élevage pour ses activités en Europe, aux États-Unis et en Asie.

📖 Lisez l'article complet [ici](#).

Marks & Spencer : un SLL pour soutenir la décarbonation, lutter contre la déforestation et les déchets plastiques

Royaume-Uni

Important distributeur britannique, Marks & Spencer a finalisé un Sustainability Linked Loan (SLL, prêt lié à la durabilité) de 850 millions £ pour poursuivre sa décarbonation, lutter contre la déforestation et réduire les déchets plastiques dans ses chaînes d'approvisionnement.

Le SLL soutient les objectifs de neutralité de l'entreprise en ciblant quatre ICP environnementaux qui feront l'objet d'un rapport public annuel. Ces indicateurs sont les suivants :

1. pourcentage de soja provenant de chaînes d'approvisionnement certifiées exemptes de déforestation et de conversion d'écosystèmes naturels ;
2. pourcentage de polyester dans les vêtements et le linge de maison provenant de sources recyclées vérifiées ;
3. réduction des émissions de périmètre 1 et 2 des bâtiments ;
4. nombre cumulé d'emballages en plastique individuels jetables qui ont été évités.

« La finance durable gagne rapidement du terrain, car elle met en évidence les avantages financiers et sociétaux de l'adoption du net zéro », déclare James Rudolph, trésorier du groupe Marks & Spencer. « Nous avons travaillé avec l'équipe d'experts en développement durable de BNP Paribas pour structurer notre facilité de crédit afin de soutenir la nécessaire décarbonation rapide de nos activités. »

BNP Paribas est intervenu en tant que coordinateur durabilité exclusif, coordinateur de la documentation et du RFR unique, ainsi que le co-arrangeur principal et teneur de livres du **SLL**, aligné sur les principes applicables aux prêts liés à la durabilité.

📖 Lisez l'article complet [ici](#).

UPM contracte un crédit lié à la biodiversité forestière et aux émissions de CO₂

Finlande

UPM, leader finlandais de la bio-industrie forestière, est l'une des premières entreprises à contracter une facilité de crédit revolving (FCR) dont le mécanisme de tarification est lié à des objectifs en matière de biodiversité et climatiques.

Le taux de la FCR dépend de deux indicateurs clés de performance (ICP) : un impact positif net sur la biodiversité dans les forêts finlandaises de l'entreprise et une réduction de 65% des émissions de CO₂ provenant des carburants et de l'électricité achetée entre 2015 et 2030. La facilité de crédit de 750 millions €

« EN SOUTENANT LA BIODIVERSITÉ, LES FINANCEMENTS PEUVENT CONTRIBUER À LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE. »

–pour laquelle BNP Paribas a agi en tant que coordinateur durabilité– est la première étape dans le développement d'une base de financement pour les projets de transformation d'UPM. « Le lien entre les performances d'UPM en matière de développement durable et notre financement démontre l'importance des pratiques responsables pour notre création de valeur à long terme », déclare Tapio Korpeinen, directeur financier d'UPM. La facilité de crédit d'une durée de cinq ans est assortie de deux options de prolongation d'un an. En soutenant la biodiversité, les financements peuvent contribuer à la lutte contre le changement climatique. Cette facilité de crédit illustre aussi le rôle de la finance durable dans la réalisation d'objectifs de décarbonation, qui ont aussi un impact positif sur les écosystèmes.

📖 Lisez l'article complet [ici](#).

Pour aller plus loin

Encourager et soutenir les initiatives en faveur de la biodiversité

Acteur engagé et responsable, BNP Paribas est à l'origine de nombreuses initiatives visant à protéger les écosystèmes et la nature.

Soutenir la recherche sur la biodiversité

par **Isabelle Giordano**,
Responsable mécénat du Groupe
et Déléguée générale de la
Fondation BNP Paribas



Certaines zones revêtent une importance particulière en matière de préservation de la biodiversité et de la nature en général. Les conséquences du réchauffement climatique (élévation du niveau des mers, acidification des océans, etc.) ainsi que l'activité humaine menacent les écosystèmes environnementaux fragiles, comme les zones glaciaires. Cela a déjà provoqué la disparition de 80% des récifs coralliens, qui abritent la plus importante biodiversité marine. La mort des coraux a des conséquences désastreuses : extinction d'espèces marines animales et végétales, risques croissants de cyclones, impact sur plus de 500 millions de personnes dépendant des coraux pour vivre (pêche et tourisme). Ces écosystèmes coralliens des zones tropicales ainsi que les régions glaciaires des zones polaires font ainsi partie des priorités de la **Fondation BNP Paribas**, la seule fondation à soutenir la recherche sur le changement climatique et l'érosion de la biodiversité depuis 2010. Parmi les 27 projets soutenus à ce jour, la Fondation a notamment financé une quinzaine d'initiatives visant à préserver la biodiversité marine et plusieurs glaciers pour un montant total de plus de 9 millions d'euros. Un nouvel appel à projets a d'ailleurs été lancé en février 2022 pour inscrire dans le temps ce soutien à la biodiversité et à l'innovation. Avec ces mécanismes, la philanthropie révèle ainsi son potentiel pour jouer un rôle significatif dans la construction d'un monde plus durable.

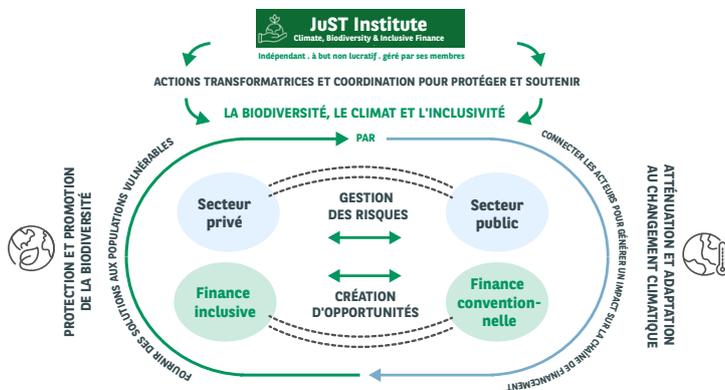
Une plateforme pour donner aux investisseurs plus de transparence sur la prise en compte de la biodiversité

par **Adam Kanzer**,
Responsable Stewardship
pour Les Amériques chez
BNP Paribas Asset Management



En mai 2021, BNP Paribas Asset Management a publié « Durable par nature », sa feuille de route pour lutter contre la perte de biodiversité. Elle inclut un volet relatif à la mise en place d'une initiative de collaboration entre investisseurs pour faire face à ce risque systémique majeur. Nature Action 100 une initiative d'investisseurs impliquant des entreprises et gouvernements vise à répondre à cet angle mort de la gestion d'actifs. Cette coalition développe en effet une plateforme scientifique offrant aux investisseurs une vision claire sur l'action des entreprises et des gouvernements en matière de biodiversité. Les grands principes d'engagement seront conçus de façon à garantir que les entreprises clés prennent des mesures solides et opportunes pour faire face à leur impact et dépendance en matière de biodiversité. Ces principes seront complétés par des engagements politiques avec les gouvernements concernés et soutenus par un groupe technique consultatif. À l'approche de la conférence des Nations unies sur la biodiversité (COP 15), Nature Action 100 vise à stimuler l'action du secteur financier et à soutenir la mise en œuvre d'un cadre mondial pour la biodiversité. Avec 11 autres investisseurs institutionnels, BNP Paribas Asset Management est en train d'identifier les organisations qui nous aideront à coordonner le programme, dont le lancement est prévu cet été.

Soutenir la transformation de la finance



Source : JuST Institute (Climate, Biodiversity & Inclusive Finance)

par **Alexandre Nayme**, Chargé
d'investissement Inclusion financière
- Afrique chez BNP Paribas



Récemment fondé avec l'appui de BNP Paribas, le JuST Institute (Climate, Biodiversity & Inclusive Finance) a pour mission d'accélérer la transition du secteur financier au niveau mondial en ciblant pour commencer l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie. Concrètement, il coordonne investisseurs privés et publics et intermédiaires financiers dans le développement d'outils de financement inclusifs, positifs pour le climat et la biodiversité. L'objectif est ainsi de soutenir les agriculteurs et leur communauté, en première ligne face au changement climatique et à la dégradation des services écosystémiques.

📧 [Contactez nous](#) pour devenir membre de l'institut.

Exclusion de responsabilité - Cette publication a été réalisée par BNP Paribas à titre informatif uniquement. Les opinions exprimées sont des points de vue personnels et BNP Paribas ne peut être tenu pour responsable de toute conséquence résultant de leur utilisation. Bien que les informations aient été obtenues de sources que BNP Paribas considère comme fiables, elles n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. Les informations et opinions fournies ne constituent pas une recommandation, une sollicitation ou une offre de BNP Paribas ou de ses partenaires, et ne doivent pas être considérées comme un conseil en matière d'investissement, de fiscalité, de droit, de comptabilité ou autres.

© BNP PARIBAS. Tous droits réservés.

Pour toute question ou feedback, merci de contacter votre Relationship Manager.



by BNP PARIBAS